



Ce 1er juillet, l'État sioniste d'Israël, gouverné par l'assassin Benjamin Netanyahu, va tenter d'avancer avec l'annexion d'une partie du territoire palestinien occupé depuis 1967. Il entend ainsi se conformer à l'accord conclu avec Trump en janvier 2020. Le plan consiste à donner la souveraineté sioniste sur les colonies de Cisjordanie, à faire de Jérusalem la capitale de l'entité sioniste et à annexer la vallée du Jourdain. Elle demande l'expulsion de 300 000 Palestiniens de nationalité israélienne vers l'État pseudo-palestinien.

Une fois de plus, depuis l'UIT-QI, nous répudions cette nouvelle agression de l'impérialisme américain et du sionisme contre le peuple palestinien. Nous reproduisons des parties de la déclaration de notre organisation internationale, du 30 janvier 2020, de répudiation de l'accord Trump-Netanyahu qui veut maintenant être mis en œuvre.

"Dans une déclaration commune de Washington, les chefs d'État des États-Unis et d'Israël, Trump et Netanyahu, ont présenté une proposition "pour la paix" appelée "Accord du siècle". Nétanyahu a annoncé qu'il commencerait immédiatement la mise en œuvre de certains aspects du plan, en précisant qu'il ne s'agit pas d'une proposition de négociation avec les représentants du peuple palestinien, mais d'une garantie de l'impérialisme américain pour une nouvelle offensive criminelle de l'État raciste et fasciste d'Israël. (...)

"Trump" propose de reconnaître la souveraineté sioniste sur les colonies de Cisjordanie, de faire de Jérusalem la capitale de l'entité sioniste et d'annexer la vallée du Jourdain. Il propose l'expulsion de 300 000 Palestiniens ayant la citoyenneté israélienne vers l'État pseudo-palestinien, tout en refusant le droit au retour à 6 millions de réfugiés palestiniens qui, selon l'accord, ne seraient plus considérés comme des réfugiés. Ils se verraient également refuser le droit de récupérer leurs biens volés pendant le processus de colonisation ou de recevoir une quelconque compensation économique. Ils ne pourraient même pas retourner dans l'État pseudo-palestinien conçu par le plan, sans l'aval d'Israël. Aucune disposition ne prévoit la libération des prisonniers politiques palestiniens et la reconnaissance d'Israël comme

"État juif" est imposée, ce qui signifie que les Palestiniens doivent accepter et approuver une définition raciste qui fait des Palestiniens chrétiens et musulmans de citoyenneté israélienne, et des Druzes, des citoyens de seconde zone.

"En retour, un État pseudo-palestinien serait reconnu, comme les bantoustans de l'apartheid sud-africain : sans contrôle de ses frontières ni de son espace aérien et maritime. "Démilitarisé" dans le sens où il est interdit aux Palestiniens de s'armer pour se défendre contre les attaques sionistes. Ce pseudo-État se verrait attribuer deux bandes de terre dans le désert pour compenser les pertes territoriales importantes par rapport aux frontières de 1967, car de grandes zones de la Cisjordanie sont coupées. Gaza resterait en état de siège. Le soutien à toute initiative nationale et antiraciste telle que le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) est considéré comme une violation de l'accord".

"Cette proposition aberrante est une continuation de la politique impérialiste et raciste agressive de Trump sur la question palestinienne. Au cours des trois dernières années, le gouvernement américain a approuvé l'occupation illégale par les forces sionistes des hauteurs du Golan syrien et a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël, annonçant qu'il installerait l'ambassade américaine dans cette ville. Les États-Unis ont fermé la mission diplomatique palestinienne à Washington et ont supprimé l'aide humanitaire et le soutien à l'agence des Nations unies pour les réfugiés en Palestine. En décembre 2019, les États-Unis ont signé un décret contre le mouvement BDS pour criminaliser la critique d'Israël et l'assimiler à de l'antisémitisme. (...)

"La plupart des gouvernements européens ont été complices du silence, mais le gouvernement britannique est allé plus loin en saluant l'initiative. Les dictatures d'Égypte et d'Arabie Saoudite ont également salué la proposition et ont appelé les Palestiniens à s'asseoir et à négocier.

"Depuis l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI), nous répudions cette nouvelle agression de l'impérialisme américain et du sionisme contre le peuple palestinien (...) Nous soutenons la lutte pour une solution vraiment juste, qui est la création d'un seul État laïque, démocratique et non raciste sur l'ensemble du territoire de la Palestine. Nous appelons à la solidarité internationale des peuples du monde avec le peuple palestinien.

Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI)  
30 juin 2020

<http://www.uit-ci.org/index.php/noticias-y-documentos/95-declaraciones/2628-2020-06-30-22-15-46>

Note : <http://www.uit-ci.org/index.php/noticias-y-documentos/palestina/2457-no-al-acuerdo-del-siglo-de-trump-contra-el-pueblo-palestino>